

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N° 2015/90
OBJET : MISE EN PLACE DU COMPTE EPARGNE TEMPS

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44

Le 29 septembre 2015 l'année deux mille quinze à 18 h 30

Nombre de Conseillers présents : 32

Nombre de Conseillers présents et représentés : 36

Quorum : 22

Date convocation du Conseil Communautaire : 23 septembre 2015

Date d'affichage de la convocation au siège : 23 septembre 2015

à Saint-Médard d'Eyrans - Salle des Fêtes

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Montesquieu, légalement convoqué, s'est réuni sous la Présidence de Christian TAMARELLE.

La séance est ouverte

<i>Nom, prénom</i>	<i>Présent*</i>	<i>Excusé, procuration à</i>	<i>Nom, prénom</i>	<i>Présent*</i>	<i>Excusé, procuration à</i>
TAMARELLE Christian (Président)	P		DANNE Philippe (Maire)	P	
BURTIN - DAUZAN Nathalie (Maire)	P		DUFRANC Michel (Maire)	A	
BENESSE Jean-Michel (Maire)	P		FATH Bernard (Maire)	P	
CONSTANT Daniel (Maire)	P		GAZEAU Francis (Maire)	A 18h43	
CLAVERIE Dominique (Maire)	P		LEMIRE Jean André (Maire)	P	
CLEMENT Bruno (Maire)	P		MAYEUX Yves (Maire)	P	
DARBO Benoit (Maire)	P		Fabrice BOS	P	
Martine TALABOT	A 19h09		Nadine CHENNA	P	
Philippe BARRERE	P		Philippe DIAS	P	
Valérie LAGARDE	E	Y. MAYEUX	Muriel EYL	E	B. FATH
Thierry BLANQUE	P		Catherine FOURNIER	E	F. BOS
Béatrice CANADA	E	B. DARBO	Anne-Marie LABASTHE	P	
Philippe BALAYE	A		Alain LAGOARDETTE	A	
Michèle BOURROUSSE	P		Jean-François MOUCLIER	P	
Christian GACHET	P		Nadine JOLIVET	P	
Nathalie ROUSSELOT	A		Jean-Paul MERCADIE		
Félicie DURAND	P		Laure BENCTEUX	P	
Dominique LARRUE	P		Bernard CHEVALIER	P	
Françoise BETES	P		Bernadette PELISSIER	P	
Alexandre DE MONTESQUIEU	A 18h40		Jean-François BORDELAIS	P	
Corinne MARTINEZ	P		Maryse DEBACHY	P	
Sylvie OHRENSSTEIN-DUFRANC	A 18h37		Jean KESLER	A	
Benoist AULANIER	P				

Sur proposition de Monsieur le Président, Monsieur Jean-François MOUCLIER est élu(e) secrétaire de séance
Le procès-verbal de la réunion du 1^{er} juillet 2015 est adopté à l'unanimité

* P = Présent / E = Excusé, procuration à. / A = Absent

MISE EN PLACE DU COMPTE EPARGNE TEMPS

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant sur les droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2004-878 du 26 Août 2004 relatif à l'instauration du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu l'avis préalable du comité technique en date du 10 septembre 2015,

Considérant l'avis favorable du Bureau,

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil Communautaire que le décret n° 2004-878 du 26 Août 2004 est venu fixer les règles relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale.

Le principe du compte épargne temps est de permettre à son titulaire d'accumuler des droits à congés sur plusieurs années qui pourraient être utilisés par la suite.

Un règlement d'application joint à cette délibération présente les modalités d'application de la façon suivante :

- Énoncé du principe et dispositions des bénéficiaires,
- Règles relatives à l'ouverture, l'alimentation et l'utilisation du compte,
- Dispositions relatives au fonctionnement du compte dans le renouvellement de la carrière.

Le conseil communautaire à l'unanimité :

1°) Approuve les règles de fonctionnement du compte épargne temps telles que prévues dans le règlement d'application à compter du 1^{er} Octobre 2015 du compte épargne temps joint en annexe à la présente.

Fait à Martillac, le 29 septembre 2015
Le Président
Christian TAMARELLE
Document signé électroniquement





REGLEMENT D'APPLICATION DE LA GESTION DU COMPTE EPARGNE TEMPS DES AGENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MONTESQUIEU (SIEGE ET PETITE ENFANCE)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'État ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en place du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

Circulaire n°10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération communautaire n°2012/122 et n°2013/55 relatif au règlement d'application de la gestion du temps de travail des agents affectés au Siège et à celui de la Petite Enfance ;

Vu l'organigramme de la Communauté de Communes de Montesquieu définissant les fonctions de directeur général des services, chefs de pôle, chefs de service et chargé de mission notamment ;

Vu la consultation préalable du comité technique lors de sa séance du 10 septembre 2015

Considérant la nécessité d'établir un règlement de fonctionnement afin d'encadrer le dispositif compte épargne temps sachant que l'ouverture d'un compte épargne temps constitue un droit pour l'agent.

Le compte épargne temps offre la possibilité à l'agent d'accumuler des droits à congés ou de repos non pris, lui permettant de les utiliser ultérieurement.

L'ouverture se fait sur simple demande écrite de l'agent et celui-ci est informé annuellement des droits

épargnés et consommés.

La réglementation prévoit toujours un cadre général en donnant compétence à l'organe délibérant pour fixer quelques règles de fonctionnement du compte épargne temps sous réserve des nécessités de service.

Cette version consolidée présente :

- La gestion compte épargne temps des agents de la Communauté de Communes de Montesquieu.

Toute modification de ce règlement au regard des évolutions législatives et réglementaires devra être soumise à l'avis du Comité technique et fera l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire.

Table des matières

Préambule.....	3
Article 1 - Bénéficiaires	3
Article 2 - Ouverture du compte épargne temps.....	3
Article 3 - Règles d'alimentation du compte.....	4
Article 4 - Conditions d'utilisation	5
Article 5 - Position de l'agent pendant les congés pris au titre du compte épargne temps	6
Article 6 - Changement d'employeur, de position ou de situation administrative	7
Article 7 - Cessation d'activité	7

Préambule

Le compte épargne temps permet l'ouverture d'un compte unique dans lequel l'agent accumule des droits à congés rémunérés sur plusieurs années dans le respect d'une utilisation minimale des congés annuels.

Selon certaines conditions, si à la fin de l'année l'agent n'a pas pris une partie des jours de congé auxquels il a droit, ce dispositif lui permet de les accumuler dans un compte épargne temps pour pouvoir les réutiliser par la suite.

L'ouverture du compte épargne temps se fait à la demande de l'agent.

L'ouverture est facultative mais une fois ouvert, le choix de l'agent est irrévocable. Cette demande n'a pas à être motivée car l'ouverture du compte épargne temps est un droit pour l'agent.

Elle présente un caractère individuel et exclusif : un agent ne peut ouvrir plusieurs comptes simultanément, sauf le cas particulier des agents employés sur plusieurs collectivités qui peuvent ouvrir un compte épargne temps dans chacune.

L'autorité territoriale ne peut refuser l'ouverture du compte épargne temps sauf si l'agent ne remplit pas les conditions d'ouverture (fonctionnaire en cours de stage, agent comptant moins d'un an de service ou employé de manière discontinue notamment).

Le rejet doit être motivé dans les conditions prévues par la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes et à l'amélioration des relations entre l'Administration et le public.

L'agent est informé annuellement des droits épargnés et consommés.

Les dispositions du présent règlement sont applicables à compter du 1^{er} octobre 2015.

Article I - Bénéficiaires

Peuvent bénéficier d'un compte épargne temps les agents titulaires (ou titulaires de la fonction publique d'État ou hospitalière en position de détachement) ou non titulaires, à temps complet ou non complet, employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service.

Sont par conséquent exclus du dispositif :

- les agents stagiaires (ceux qui avaient acquis antérieurement des droits à congés au titre du compte épargne temps ne peuvent, durant cette période, ni les utiliser, ni les alimenter),
- les agents non titulaires recrutés pour une durée inférieure à un an,
- les agents de droit privé,
- les assistant(es) maternel(les)

S'agissant des agents non titulaires, la condition de continuité de l'engagement définie à propos de certains congés et du temps partiel implique la prise en compte des seuls services accomplis pour le compte de la collectivité qui les emploie.

Article II - Ouverture du compte épargne temps

Le compte épargne temps est institué de droit et ouvert sur simple demande écrite de l'agent. La demande d'ouverture peut être faite à tout moment, avant la fin de l'année N.

La date d'ouverture détermine l'année civile au titre de laquelle le compte épargne temps peut commencer à être alimenté.

Il n'y a pas d'alimentation rétroactive.

Pour un agent dont l'ancienneté débute le 1^{er} janvier d'une année N, l'ouverture d'un compte débute le 1^{er} janvier de l'année N.

Toute demande d'ouverture de compte épargne temps doit être visée, pour information, par le chef de service et par le responsable de pôle, puis transmise à la Direction des Ressources Humaines.

L'ouverture du Compte épargne temps ne peut être refusée sauf si le demandeur ne remplit pas l'une des conditions cumulatives.

La décision de l'autorité territoriale doit être motivée.

Les personnels qui, antérieurement à l'adoption du présent règlement, étaient déjà titulaires d'un compte épargne temps, conservent le bénéfice de la totalité de leur épargne. Les modalités de consommation des jours épargnés seront celles prévues dans ce nouveau cadre.

Article III - Règles d'alimentation du compte

L'alimentation du compte épargne temps peut être réalisée à partir :

- les jours de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (au prorata pour les temps partiels ou les temps non complet). Tout agent doit donc prendre au minimum 4 semaines de congés dans l'année civile,
- les jours dits ATT ou forfaitaires (délibération spécifique règlement du temps de travail).

L'unité de compte du compte épargne temps pour l'alimentation et l'utilisation étant le jour ouvré.

Un jour correspondra au nombre d'heures moyen d'une journée de travail en référence à la durée journalière moyenne de travail correspondant au cycle retenu.

Dans tous les cas, il ne pourra s'agir que de journées non fractionnables.

L'alimentation par demie journée n'est pas envisagée par la réglementation.

Le nombre de jours épargnés ne peut excéder 60 jours. En respect de ce plafond, il n'y a pas de limite annuelle de versement.

Au delà de ce nombre, les jours non utilisés sont définitivement perdus et ne peuvent donner lieu à compensation.

Le compte est alimenté une seule fois par an au terme de la période d'acquisition de droits à congés annuels soit le 31 décembre de l'année en cours au vu des jours non consommés sur l'année civile.

Le principe du report des congés annuels non pris sur l'année suivante étant prévu dans le règlement du temps de travail de la Communauté de Communes de Montesquieu, les agents ont désormais le choix entre la prise de ces congés jusqu'à la date limite fixée soit le 30 avril de l'année N+1 ou l'alimentation du compte épargne temps au 31/12 de l'année N,

La Direction des Ressources Humaines informera annuellement l'agent et sa hiérarchie de son solde de congés épargnés et consommés.

Article IV - Conditions d'utilisation

Pour éviter la consommation et l'alimentation une même année, le compte épargne temps ne peut être mobilisé qu'après épuisement des jours de congés annuels et dits ATT.

Selon le nombre de jours épargnés, ils pourront être utilisés différemment :

NOMBRE DE JOURS EPARGNES INFÉRIEUR OU ÉGAL A 20 : dans ce cas, ils seront obligatoirement pris sous la forme de congés

L'agent dispose du droit d'utiliser ses jours épargnés sur son compte épargne temps dès le premier jour épargné et sans alimentation de durée dans le temps. Par ailleurs, il n'y a pas de minimum de jours à poser.

Les congés résultant du compte épargne temps peuvent être accolés à des périodes de congés annuels ou de

jours dits ATT. Dans ce cas, la règle selon laquelle l'absence du service ne peut excéder 31 jours consécutifs n'est pas applicable.

Toutefois, le solde de tout ou partie du compte épargne temps doit rester compatible avec les nécessités de service, aussi, au-delà de 31 jours consécutifs d'absence, un délai de prévenance sera fixé par chaque chef de service (au mois 3 mois devra être respecté).

L'autorité territoriale se réserve le droit de refuser l'utilisation du compte épargne temps à un agent si le bon fonctionnement du service dont il dépend l'exige.

Le calendrier des congés est fixé par le chef de service après consultation des agents concernés suivant en cela les dispositions des règlement d'aménagement du temps de travail de la Communauté de Communes de Montesquieu.

Tout refus d'utilisation des jours crédités au titre du compte épargne temps devra être motivé et pourra faire l'objet d'un recours de l'agent devant la Commission Administrative Paritaire.

A l'issue d'un congé de maternité, d'adoption ou de paternité ou d'un congé d'accompagnement de personne en fin de vie, l'agent qui en fait la demande bénéficie de plein droit de ses congés accumulés sur son compte épargne temps.

NOMBRE DE JOURS EPARGNES SUPERIEUR A 20 :

L'agent dispose de plusieurs options :

L'agent est quant à lui amené à opter dans ce cas au plus tard le 31 janvier de l'année N+1 entre :

- le maintien des jours sur son compte épargne temps,
- la prise des jours sous forme de congés,
- la prise en compte des jours sous la forme d'une indemnisation de jours,
- la prise en compte des jours au sein du régime de retraite additionnelle (RAFP).

L'agent peut exercer son droit d'option chaque année.

La prise en compte des jours sous la forme d'une indemnisation de jours :

Le montant brut journalier de l'indemnité est fixé en fonction de la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent et est identique à celui des fonctionnaires de la fonction publique d'État :

- Catégorie A : 125 euros par jour
- Catégorie B : 80 euros par jour
- Catégorie C : 65 euros par jour

L'indemnisation forfaitaire des jours intervient nécessairement dans l'année au cours de laquelle l'agent a exprimé son souhait.

Il s'agit de montants bruts desquels il faut retrancher la cotisation sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Catégorie

Catégorie	A	B	C
Montant brut	125,00	80,00	65,00
Assiette de prélèvement	122,81	78,60	63,86
CSG	9,21	5,89	4,79
CRDS	0,61	0,39	4,79
Montants nets	115,18	73,72	59,89

L'indemnité versée au titre de la monétisation du compte épargne temps est imposable.

Les sommes qui sont versées à l'agent au titre de l'indemnisation du compte épargne temps entrent, pour les fonctionnaires dans l'assiette de cotisation RAFP dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres rémunérations accessoires.

Le montant de l'indemnisation forfaitaire à appliquer est celui en vigueur au moment de l'utilisation du compte épargne temps.

La prise en compte des jours au sein du régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) :

Le plafond de 20 % du traitement indiciaire brut ne s'applique pas pour les montants versés au régime de la retraite additionnelle au titre des jours épargnés sur le compte épargne temps, c'est à dire que doivent être intégralement pris en compte les montants réels versés, quel que soit le rapport entre les primes de l'agent et son traitement indiciaire brut.

Article 5 - Position de l'agent pendant les congés pris au titre du compte épargne temps

Les congés épargnés sont assimilés à une période d'activité avec maintien de sa rémunération, l'agent conserve donc pendant cette période ses droits à l'avancement et à la retraite et aux congés de l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Un congé prévu à cet article interrompt l'utilisation de l'épargne.
Les droits à jours dits ATT sont maintenus.

Article 6 - Changement d'employeur, de position ou de situation administrative

Le transfert de compte se définit comme la poursuite de l'alimentation et l'utilisation d'un compte en cas de changement d'employeur.

Ce transfert est possible en cas de mobilité au sein de la fonction publique territoriale par voie de mutation ou de détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public.

L'agent conserve ses droits à congés acquis au titre du compte épargne temps :

- en cas de détachement, de mutation ou de transfert : la gestion est reprise par la collectivité ou l'établissement d'accueil ;
- en cas de mise à disposition auprès d'une organisation syndicale ;
- en cas de position hors cadres, de disponibilité, d'accomplissement du service national ou d'activités dans la réserve opérationnelle ou la réserve sanitaire, de congé parental, de mise à disposition, mais aussi en cas de détachement dans un des corps ou emplois de l'une des trois fonctions publiques : les droits sont conservés mais suspendus.

Les modalités de gestion :

Pour un recrutement à la Communauté de Communes de Montesquieu, le transfert se fait sur présentation d'une attestation établie par la précédente collectivité au plus tôt à la radiation de cadres ; le document atteste :

- 1- le nombre de jours cumulés à la date de dernière alimentation,
- 2- le solde du compte au jour de la radiation des cadres.

En cas de départ de la Communauté de Communes de Montesquieu par mutation ou placement en détachement sortant le transfert nécessite l'établissement d'une attestation par la Direction des Ressources Humaines.

L'utilisation d'un compte transféré à la Communauté de communes de Montesquieu s'effectue dans un délai et sous forme de congé quelles que soient les modalités prévues dans les précédentes affectations.

Pour l'alimentation du compte l'année du transfert, le nombre minimum de jours de congés à utiliser est proratisé par la durée des services accomplis dans la collectivité.

Article 7 - Cessation d'activité

Le compte épargne temps doit être soldé à la date de radiation des cadres. Dans ce cas, la liquidation sous forme de congés ou sous forme d'épargne RAFP des jours épargnés est octroyée de plein droit.

En cas de décès, les jours épargnés donnent lieu à indemnisation aux ayants droits.

L'agent non titulaire est quant à lui tenu de solder son compte épargne temps avant le terme de son contrat. En cas de démission, l'agent non titulaire doit informer la collectivité de la liquidation de son compte épargne temps au regard de son préavis.